Mandature municipale 2014-2020 :

Le capitalisme financier, non content d'asservir les Etats, s'est attaqué aux communes ! Les multinationales, les spéculateurs, les promoteurs sont autant de vautours qui rôdent autour des mairies, siphonnent les finances communales et détournent les services publics à leur profit ! Comment ? Avec le concours de l'Etat qui impose l'austérité aux collectivités, ils les poussent à se financer sur le marché, à faire appel aux agences de notation qui détiennent des pouvoirs hors normes. Les collectivités sont alors contraintes à des « réformes structurelles » pour trouver grâce aux yeux des capitalistes! Délégations de service public, partenariats public-privés, sociétés publiques locales. Tout y passe ! Ces trois modes de gestion, toujours plus répandus, assurent des mannes financières énormes aux multinationales, qui surfacturent les prestations, ne réalisent pas les investissements attendus et gèrent dans la plus grande opacité ! Et c'est nous qui les payons, à cause d'élus pourris acquis aux principes du capitalisme financier !

Il faut chasser ces charognards ! La puissance publique doit revenir au centre de l'économie ! Il faut réhabiliter le service public, garant de l'intérêt général et de l'égalité des citoyens ! Rétablissons, développons des services publics communaux pour les crèches, la petite enfance, les centres de santé, la restauration collective, les déchets, les pompes funèbres ! Instaurons des régies publiques de l'eau, des transports, de l'énergie ! Ce sont des mesures sociales, car nous baisserons les prix, démocratiques, car nous promouvrons l'implication citoyenne, et écologiques, parce que notre gestion sera soucieuse de l'environnement.

Comment les financer? Le service est payé au prix coûtant par les usagers, et des taxes sur les sociétés peuvent aider. Puisqu'il n'existe pas d'entreprises prospères sans service public, il faut qu'elles participent au Bien commun. Maîtriser le foncier est aussi une urgence pour éviter la folle spéculation et l'explosion des inégalités. Enfin, l'hégémonie du capitalisme est culturelle. Attaquons ses moyens de propagande en créant des zones sans publicité !

La gestion municipale est éminemment politique. C'est un enjeu national ! Il faut donc pousser les parlementaires, le gouvernement et les associations d'élus à engager des réformes essentielles en termes de dotations, de fiscalité locale, de prêts à taux zéro. C'est une question de vie ou de mort pour les communes !